

Enquête Nationale de
Sécurité Alimentaire
(ENSA):
document de synthèse

GUINEE



Mars 2010



World Food Programme

Pour plus d'informations, contacter :

Koffi AKAKPO, Regional assessment officer, Bureau Régional du PAM à Dakar, koffi.akakpo@wfp.org ;

Naouar LABIDI, Regional VAM adviser, Bureau Régional du PAM à Dakar, naouar.labidi@wfp.org;

Guy OBAMA, VAM assistant, Bureau Régional du PAM à Dakar, guy.obama@wfp.org;

Adama Doumbouya, Programme Assistant, Bureau du PAM en Guinée, adama.doumbouya@wfp.org;

Fatma Soumara, Représentante du PAM en Guinée, fatma.samoura@wfp.org

Sommaire

1	CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL	3
2	DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX	5
3	PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES RURAUX (ENSA)	7
3.1	RAPPEL DE LA MÉTHODOLOGIE	7
3.2	VUE D'ENSEMBLE SUR LES RÉSULTATS	8
3.2.1	COMBIEN DE MENAGES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE	8
3.2.2	OÙ SONT LOCALISÉS LES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE?	8
3.2.3	QUELLES SONT LES CATEGORIES DE MENAGES LES PLUS TOUCHES?	11
3.3	PROFIL DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES RURAUX EN GUINÉE	11
3.3.1	CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES ET INSECURITE ALIMENTAIRE	11
3.3.2	GENRE ET INSECURITE ALIMENTAIRE : LES FEMMES, PREMIERES VICTIMES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL GUINEEN	13
3.3.3	NIVEAU D'EDUCATION, STATUT MATRIMONIAL ET INSECURITE ALIMENTAIRE	14
3.3.4	DEPENSES DE MENAGES, PAUVRETE ET INSECURITE ALIMENTAIRE	15
3.3.5	MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES ET INSECURITE ALIMENTAIRE	17
3.3.6	CHOCS ET STRATEGIES DES MENAGES	19
3.4	LES CAUSES SOUS-JACENTES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL GUINÉEN	22
3.4.1	LES CAUSES STRUCTURELLES	22
3.4.2	LES CAUSES CONJONCTURELLES	23
3.4.3	FACTEURS DE RISQUE AU NIVEAU DES MENAGES	23
4	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	24
4.1	DANS LE COURT TERME : RÉPONDRE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE	24
4.2	DANS LE LONG TERME : ACCROÎTRE LA PRODUCTION AGRICOLE ET LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ	25

1 CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL

Une situation politique instable depuis des décennies...

En attente d'un changement de la gouvernance du pays après des décennies de pouvoir militaire sans partage, la prise du pouvoir en décembre 2008, dans les heures qui ont suivi le décès du Président Lansana Conté par la junte militaire a suscité de nombreuses contestations aussi bien internes qu'externes. Si les déclarations de la junte dans les premiers jours qui ont suivi sa prise de pouvoir ont fini par rallier une bonne partie de la population à leur cause, les récentes déclarations mettant en cause leurs premiers engagements ont définitivement levé le doute sur leurs réelles intentions et motivations d'autant plus que des groupes de soutien au CNDD (Conseil National pour la Démocratie et le Développement).

Cette situation a entraîné des manifestations de tout genre dans tout le pays avec des épisodes d'affrontements et de violences qui ont atteint un niveau sans précédent le 28 septembre 2009. Selon International Crisis Group, les événements du 28 septembre auraient fait 160 morts parmi les manifestants, le viol de nombreuses femmes, de nombreux blessés et l'arrestation de dirigeants politiques par les forces de sécurité. Ces violences sont survenues alors que les intentions de la junte à se présenter aux élections futures se sont de plus en plus précisées et que le dialogue sur le processus de transition démocratique venait d'être rompu. La communauté internationale a condamné ces violences et demandé une enquête immédiate. Le 02 octobre, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a nommé le Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, pour jouer le rôle de médiateur dans la crise. L'émergence de ces tensions politiques et sociales en Guinée pourrait avoir des conséquences graves sur les autres pays voisins et dans la sous région. L'inquiétude est d'autant plus grande que trois Etats fragiles commencent à peine à se remettre de guerres civiles (Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire). En outre elle pourrait provoquer des vagues de réfugiés vers le Mali, le Sénégal et la Guinée Bissau avec des conséquences économiques et sociales.

Sur le plan socio-économique, la situation n'est guère plus reluisante..

En 2008, le pays occupait le 167^{ème} rang sur 179 pays suivant l'indice de développement du PNUD et est classé parmi les pays les moins avancés à faible revenu. D'après le document stratégique de réduction de la pauvreté, le pays peine à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et les contre performances de l'économie combinées à une baisse drastique des aides extérieures et la mauvaise gouvernance ont contribué à augmenter le taux de pauvreté dans le pays qui est passé de 49,2% en 2002 à 53,6% en 2005. La population estimée en 2008 à 10 182 926 habitants avec un taux d'accroissement naturel annuel de 3,1% souffre d'un accès chronique aux services sociaux de base. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 54 ans (sources des données : INS). Le taux de mortalité infantile est de 91‰.

Le taux brut de scolarisation se situe seulement à 79% et le taux d'alphabétisation des adultes se situe à 34,5% avec un niveau de scolarisation davantage plus faible pour les femmes. Les estimations disponibles montrent que près de 40% de la population n'a pas accès à une source d'eau améliorée¹.

¹ D'après la Banque Mondiale 61% de la population a accès à une source d'eau améliorée en 2000

La croissance économique encore largement tributaire du secteur primaire et des industries extractives évolue en dents de scie à l'image des aléas climatiques et de la fluctuation caractéristique des cours des matières premières, en particulier la bauxite pour laquelle le pays est le premier pays producteur mondial. Le taux de croissance économique annuel moyen a été de 2,3% entre 2002 et 2006. Il est estimé en 2007 par le Ministère du Plan à seulement 1,8% et à 4,9% en 2008 (en termes de PIB réel). Les estimations réalisées en fin juin 2009, montrent que le taux de croissance réel en 2009 devrait stagner autour de 0,7%. Ces taux sont largement en dessous du taux de croissance de la population pour réduire significativement la pauvreté dans le pays. Quant à l'inflation, en glissement annuel, elle est passée de 5,4% en 2002 à 39,1% en 2006 contribuant ainsi à une détérioration du pouvoir d'achat des populations.

Une détérioration continue de la situation alimentaire et nutritionnelle

La situation socio politique du pays combinée avec des facteurs conjoncturels tels que la hausse des prix des denrées de première nécessité ont eu des répercussions négatives sur la situation alimentaire et nutritionnelle des couches les plus vulnérables de la population. L'insécurité alimentaire toucherait 32% des ménages ruraux², tandis qu'elle toucherait 6,4% des ménages de la capitale Conakry soit environ 144.000 personnes. Parmi elles, 31.000 personnes (soit 1,5% des ménages) sont en insécurité alimentaire sévère et 113 000 personnes (soit 4,9% des ménages) seraient en insécurité alimentaire modérée. Les communes de Ratoma, de Dixinn et de Matam seraient les plus touchées avec cependant quelques poches d'insécurité alimentaire modérée dans la commune de Matoto³. En outre les résultats de l'enquête nutritionnelle conduite en novembre 2007 montrent que 40% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique, 8,3% de malnutrition aiguë et environ un enfant sur cinq (20,8%) souffraient d'une insuffisance pondérale.

Outre les facteurs liés à la démographie, à la conjoncture internationale et à l'échec de beaucoup de politiques en matière de développement, l'instabilité politique et les problèmes de gouvernance ont largement contribué à cette dégradation. Cette situation s'est traduite également par une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et la faim touche un nombre de plus en plus important de la population.

En vue de mettre à jour les indicateurs de sécurité alimentaire, une enquête similaire a été conduite par le PAM et ses partenaires entre mars et avril 2009 auprès de 3.000 ménages ruraux et d'informateurs clés de 250 zones de dénombrement.

² Enquête sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux à Conakry – PAM (juillet 2009)

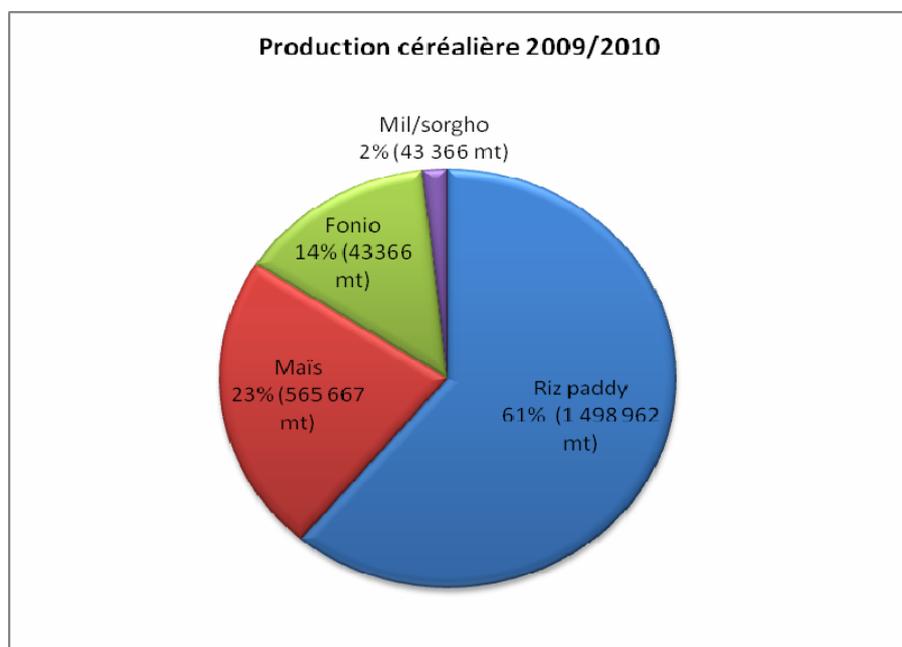
³ Enquête sur la sécurité alimentaire des ménages à Conakry- PAM (mars 2009)

2 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX

Selon la FAO, avec une superficie rizicole estimée à 450.000 hectares, la Guinée produit officiellement entre 500.000 et 700.000 tonnes de riz par an. Le pays est l'une des principales zones de production rizicole en Afrique de l'Ouest. Néanmoins, elle reste encore en deçà des besoins du pays et il importe chaque année entre 200.000 et 300.000 tonnes de riz pour combler le déficit. Les données sur la production agricole qui existent dans le pays sont basées sur des extrapolations et de ce fait les comparaisons inter annuelles se trouvent limitées. Les estimations du Ministère de l'Agriculture tablent sur augmentation annuelle moyenne de la production agricole de 5% entre 2001-2015.

Les politiques agricoles montrent une volonté affichée de réduire cette dépendance en stimulant la production nationale et en améliorant la transformation et la commercialisation. Selon les résultats de la mission conjointe CILSS/FAO/FEWS NET/GOUVERNEMENT d'évaluation des récoltes, la production céréalière de cette année devrait enregistrer une hausse de 4,98% par rapport à l'année passée et de 51% par rapport aux données issues du recensement agricole de 2000/2001 avec 2.674.559 de tonnes. La progression de la production rizicole a été la plus faible avec un taux de croissance estimé seulement à 2,95%.

La répartition de cette production montre que celle du riz paddy représente 61%, celle du maïs 23%, celle du fonio 14% et celle du mil/sorgho 2%. La répartition géographique de cette production épouse largement l'éclatement de l'écosystème guinéen. Selon le ministère de l'agriculture, la Guinée Forestière est la principale zone de production rizicole du pays avec 38% de la production nationale, suivie par la Guinée Maritime 27%, la Haute Guinée 25% et la Moyenne Guinée 10%.



Source : Mission conjointe CILSS/FAO/FEWS NET/GOUVERNEMENT d'évaluation préliminaire des récoltes

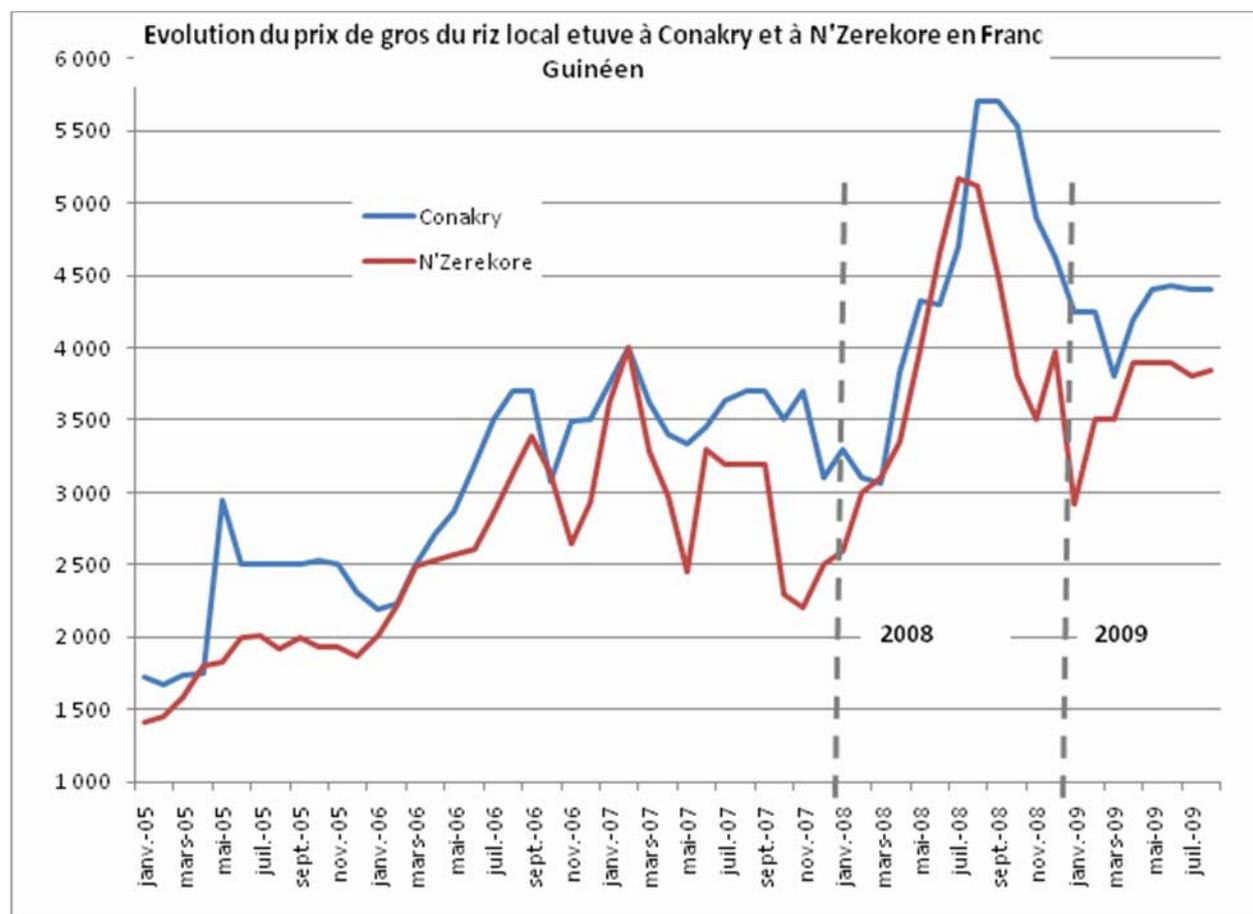
L'évolution des prix du riz en Guinée est sensible à beaucoup de paramètres et donc sujette à de fortes fluctuations. En plus de la forte dépendance des cours du marché mondial et du pétrole, le manque ou l'insuffisance des infrastructures routières constitue un autre facteur de renchérissement des coûts. L'évolution du taux de change est également un élément important dans la détermination des prix en

raison de la forte instabilité qui caractérise le Franc Guinéen. Le tableau et le graphique ci-dessous donnent l'évolution des prix en gros du riz local étuvé sur les marchés de Conakry et de Nzérékoré. Tout d'abord, on note que par rapport à la même période de l'année dernière (les dernières données disponibles portent sur le mois d'août 2009), les prix du riz local ont enregistré une forte baisse allant de -23% à Conakry à -25% à Nzérékoré. L'année 2008 a été une année exceptionnelle avec une flambée record des prix du riz aussi bien au niveau local que mondial avec des « émeutes de la faim » à travers le monde. En août 2008 par exemple, le prix du riz a enregistré une hausse de 63% à Conakry et de 123% à Nzérékoré par rapport à la même période en 2007. Malgré le dégel observé sur les prix en 2009, le niveau des prix reste cependant plus élevé par rapport à la moyenne des quatre dernières années, signe que les prix se sont maintenus à des niveaux beaucoup plus élevés que ceux d'avant crise. L'examen de l'évolution des prix à Conakry et à Nzérékoré montre également une synchronisation dans le temps et suggère qu'il y a une forte intégration entre les deux marchés (le coefficient de corrélation de Pearson est de 0,90).

Tableau 1: Evolution du prix en gros du prix local étuvé sur les marchés de Conakry et de Nzérékoré

Localité	août-05	août-06	août-07	août-08	août-09	Variation en % Août 2009/ Août 2008	Variation en % Août 2009/ moy 05-08
Conakry	2 500	3 700	3 500	5700	4 400	- 23	14
N'Zerekore	1 925	3 125	2 300	5125	3 850	- 25	23

Graphique 1: Evolution du prix de gros du riz local etuvé à Conakry et à N'Zérékoré



3 PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES RURAUX (ENSA)

3.1 Rappel de la méthodologie

L'ENSA est une enquête nationale constituée d'un échantillon de 3.000 ménages ruraux. La base de sondage est constituée des 4941 zones de dénombrement (ZD) du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1996. Au niveau national, les résultats de l'étude sont représentatifs de toutes les régions administratives du pays (exclue celle entièrement urbaine de Conakry) ainsi que des 11 zones homogènes définies par le PAM en 2003 et également utilisées lors de la dernière évaluation de la sécurité alimentaire de 2005.

L'ENSA a procédé à un échantillonnage en grappes stratifié et à deux degrés. Au premier degré, 250 ZD sont sélectionnées proportionnellement à la taille (nombre de ménages), et au second degré, 12 ménages sont aléatoirement choisis dans chaque ZD. En vue d'actualiser l'effectif des populations des ZD, un dénombrement exhaustif des ZD tirées à été fait. Du fait du plan d'échantillonnage adopté, une pondération des données a été nécessaire durant la phase d'analyse dans le but de pouvoir extrapoler les résultats à l'ensemble du milieu rural du pays.

La phase de collecte des données, qui s'est déroulée du 11 mars au 11 avril 2009, a été précédée par une formation des enquêteurs, des chefs d'équipe et des superviseurs. Deux questionnaires ont été utilisés pour la collecte des données auprès des ménages et des communautés.

L'analyse de la sécurité alimentaire a été basée sur le cadre conceptuel du PAM avec utilisation du score de consommation alimentaire après validation comme indicateur proxy de la sécurité alimentaire courante des ménages⁴. Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur basé sur la diversité de la diète, la fréquence de consommation des aliments ainsi que l'importance nutritionnelle des différents groupes d'aliments.

⁴ Pour de plus amples informations, voir http://vam.wfp.org/MATERIAL/FCS_Guidance

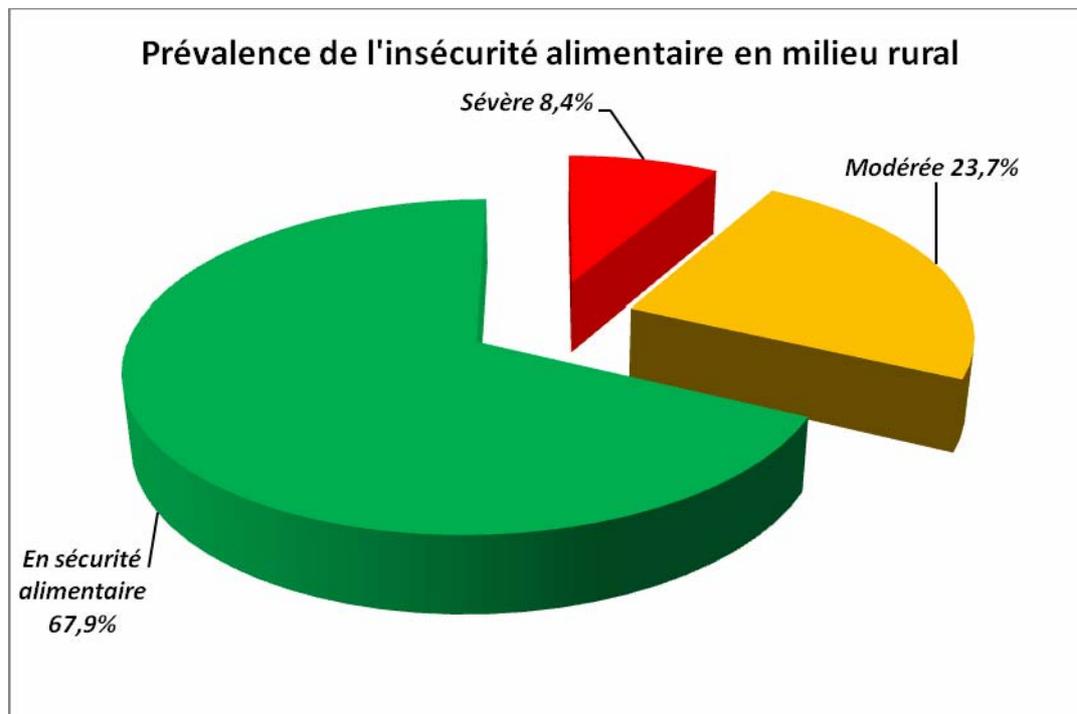
Le but de cette section est de présenter les principaux résultats pour en examiner les principales implications.

3.2 Vue d'ensemble sur les résultats

3.2.1 Combien de ménages sont en insécurité alimentaire

Rappel méthodologique : l'analyse de l'insécurité alimentaire dans le présent rapport est basée sur le cadre conceptuel d'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité adopté par le PAM. L'approche est basée sur l'utilisation du score de consommation alimentaire comme indicateur proxy de l'insécurité alimentaire après validation avec les principaux indicateurs d'accès de l'insécurité alimentaire. Elle stipule qu'il existe des fondements théoriques suffisants pour assimiler une pauvre consommation alimentaire en termes de fréquence et de diversité à l'insécurité alimentaire courante.

Les résultats montrent qu'entre 2005 et 2009, la proportion de ménages en insécurité alimentaire a doublé en milieu rural. 32% des ménages (contre 16% en 2005) soit 2.302.000 personnes seraient en insécurité alimentaire dont 8% (contre 6% en 2005) soit 602.000 personnes en insécurité alimentaire sévère.



3.2.2 Où sont localisés les ménages en insécurité alimentaire?

L'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire en milieu rural guinéen montre que *l'insécurité alimentaire sévère* touche relativement plus de ménages dans les régions suivantes : *N'zérékoré (21,5%), Labé (10,4%), Kindia (10,2%)*.

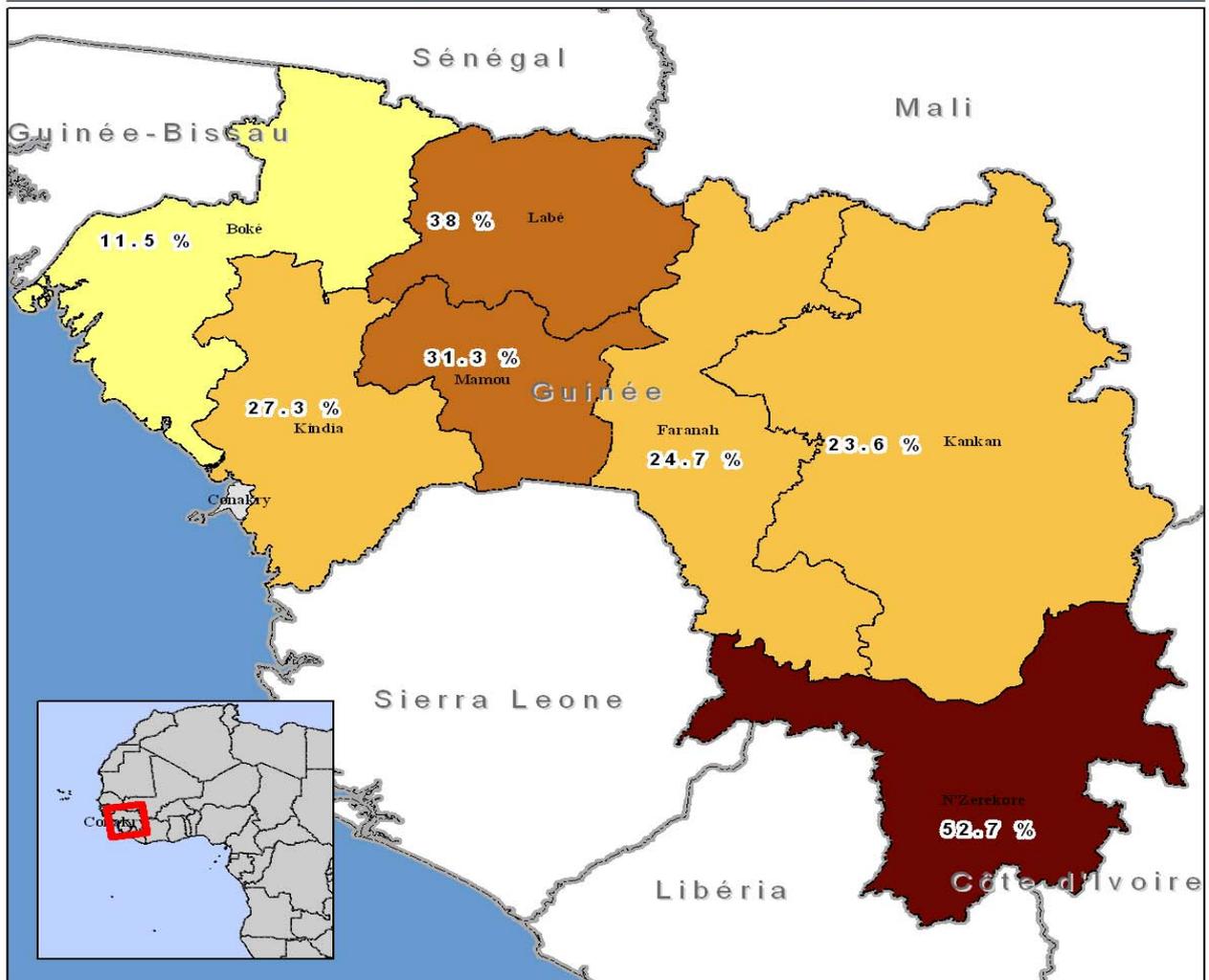
Quant à *l'insécurité alimentaire modérée*, la prévalence est plus élevée dans les régions suivantes : *N'Zérékoré (35,8%), Mamou (28,5%), Labé (27,6%)*.

Finalement, si l'on considère à la fois *l'insécurité alimentaire sévère et modérée*, on note que les prévalences les plus élevées sont enregistrées dans les régions suivantes : *N'zérékoré (52,7%), Labé (38,0%), Mamou (31,3%)*.

Tableau 2: Estimation de la population en insécurité alimentaire par région

Régions	Population totale de la région*	Pop (%)	Insécurité alimentaire sévère (IAS)		Insécurité alimentaire modérée (IAM)		Insécurité alimentaire (IAS + IAM)	
			%	Pop	%	Pop	%	Pop
Boké	812.539	11,3%	2,4%	19.000	9,1%	73.000	11,5%	92.000
Faranah	685.348	9,5%	4,5%	31.000	20,2%	138.000	24,7%	169.000
Kankan	1.212.783	16,9%	4,1%	49.000	19,5%	236.000	23,6%	285.000
Kindia	1.106.233	15,4%	10,2%	113.000	17,1%	189.000	27,3%	302.000
Labé	1.054.260	14,6%	10,4%	109.000	27,6%	291.000	38,0%	400.000
Mamou	776.882	10,8%	2,8%	21.000	28,5%	221.000	31,3%	242.000
N'Zérékoré	1.543.819	21,5%	16,9%	260.000	35,8%	552.000	52,7%	812.000
National	7.191.863	100%	8,4%	602.000	23,7%	1.700.000	32,1%	2.302.000

**Guinée: Prévalence de l'insécurité alimentaire
(basé sur l'utilisation du score de consommation alimentaire
- SCA - comme proxy de la sécurité alimentaire)**

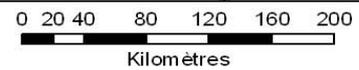


Légenda

Prévalence de la consommation alimentaire pauvre + limite

- 10% - 20%
- >20% - 30%
- >30% - 40%
- > 40%

- Limites Internationales
- Limites Régionales
- Conakry



L'indication des frontières et des noms, ainsi que les désignations utilisées sur la carte n'impliquent ni leur approbation ni leur acceptation de la part des Nations Unies.
Sources: GAUL 2008, OMXF
Geodetic Datum: WGS84

Carte produite par WFP Food Security Analysis Service (OMXF) 07/2009



3.2.3 Quelles sont les catégories de ménages les plus touchés?

L'insécurité alimentaire est beaucoup plus manifeste parmi les ménages dirigés par les femmes mais touche de façon générale les ménages les plus pauvres. Les groupes de moyens de subsistance les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont les travailleurs journaliers, ceux dépendants d'activités précaires comme la vente des produits de la chasse et de la cueillette ou sans activité spécifique.

3.3 Profil de l'insécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée

3.3.1 Consommation alimentaire des ménages et insécurité alimentaire

	Socre moyen	Céréales	Tubercules	Protéines animales	Lait et produits laitiers	Légumi-neuses	Légumes	Fruits	Huile	Sucre
Sévère	20	99,8%(6)	80,1%(3)	18,1% (0)	2% (0)	34,6% (1)	29,8% (1)	23,7% (1)	78,2% (3)	30,6% (1)
Modérée	32	99,5%(7)	82,8%(4)	51,9% (1)	8,1% (0)	73,1 % (2)	65,0% (2)	41,3% (2)	90,1% (4)	62,9% (2)
En sécurité alimentaire	57	99,9%(7)	79,5%(4)	92,4% (4)	35,4% (1)	91,8% (4)	75,2% (2)	56,3% (2)	96,4% (5)	85,9% (4)
Total	48	99,8%(7)	80,3%(4)	76,6% (3)	26,2% (1)	82,5% (3)	69,0% (2)	50,0% (2)	93,4% (5)	75,8% (3)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre moyen de jours pendant lequel le groupe d'aliment est consommé au cours des 7 derniers jours précédents l'enquête.

Le tableau ci-dessus donne la proportion des ménages qui ont consommé les différents groupes d'aliments au moins une fois au cours des 7 derniers jours précédents l'enquête ainsi que les fréquences de consommation relatives. Il ressort que d'une manière générale, la consommation alimentaire des ménages ruraux guinéens est très pauvre et peu diversifiée. Le profil de consommation alimentaire des ménages est dominé par une consommation régulière de céréales tandis que les autres groupes d'aliments nécessaires à un régime alimentaire équilibré sont très peu consommés.

Ce tableau général cache cependant des disparités importantes selon que le ménage soit en sécurité alimentaire ou non. En dehors des céréales et des tubercules consommés par presque toutes les catégories de ménages, la différence de consommation est beaucoup plus accentuée pour les autres groupes d'aliments. La consommation de protéines animales et du lait par exemple semble être possible seulement pour les ménages en sécurité alimentaire. Seulement 18,1% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont déclaré avoir consommé des protéines animales (viandes, œuf, poisson) au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête contre 51,9% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 92,4% pour les ménages en sécurité alimentaire. Pour le lait et les produits laitiers, 2% seulement de ménages en insécurité alimentaire sévère ont déclaré avoir consommé au moins une fois au cours de la semaine précédant l'enquête contre 8,1% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 35,4% des ménages en sécurité alimentaire.

Cette configuration des résultats est conforme aux résultats des analyses disponibles dans le pays. Malgré ses fortes potentialités agricoles pour assurer une autosuffisance alimentaire, les résultats de l'enquête sur le questionnaire unifié des indicateurs de bien-être de base (QUIBB) conduite en 2002,

montrent que la proportion de la population qui souffre de la faim et de malnutrition est passée de 25% en 1992 à 34% en 1997 et varie entre 44% et 85% en 2002/2003. Plus spécifiquement, 7% de la population aurait des difficultés chroniques à se nourrir, 22,8% en avait souvent, 43% en rencontre quelque fois et 12% en avaient rarement. Le milieu rural serait plus touché avec 36,2% de ménages confrontés à une malnutrition sévère. La sous alimentation toucherait plus les régions de N'Zérékoré (54,2%), Kankan (42%) et Faranah (38%)⁵.

Au-delà de ce constat de faible diversité du régime alimentaire des ménages ruraux en Guinée, cette situation traduit des difficultés d'accès à la nourriture par une proportion importante de la population principalement liées à la pauvreté et à la faible productivité agricole. Comme mentionné précédemment, le secteur agricole occupe plus de 80% de la population rurale et génère environ le quart du produit intérieur brut du pays et constitue la principale source de revenu et d'emplois pour 54% des personnes actives⁶. Selon le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), l'agriculture constitue la première activité des ménages pauvres et la première source de revenu des ménages ruraux. La pauvreté atteindrait 62,5% des ménages agriculteurs et contribuerait à 53,2% de la pauvreté globale⁷. L'agriculture pratiquée est essentiellement de type familial de subsistance incapable d'assurer une autosuffisance alimentaire et de générer des revenus monétaires substantiels aux ménages. Malgré des disponibilités naturelles importantes et favorables à l'agriculture, plus de la moitié des exploitations agricoles ont moins de 2 hectares et les deux tiers ont moins de 3 hectares. En outre la faiblesse des infrastructures routières limitent la commercialisation et les échanges de flux entre les zones à forte demande et déficitaires comme le milieu urbain et les zones de grande production ; ce qui expliquerait des coûts de transaction relativement élevés. Bien que le secteur agricole occupe une place importante dans les politiques du développement du pays, les investissements n'ont pas été conséquents et leur part dans le budget de développement national a suivi un déclin au cours du temps. De 22% en 2002, la part du secteur agricole dans le budget national est tombée à 14% en 2003 et à 9,5% seulement en 2005 et en 2006.

⁵ Source: DSRP

⁶ Source : EIPEB (2002-2003)

⁷ Source : EIPEB (2002-2003)

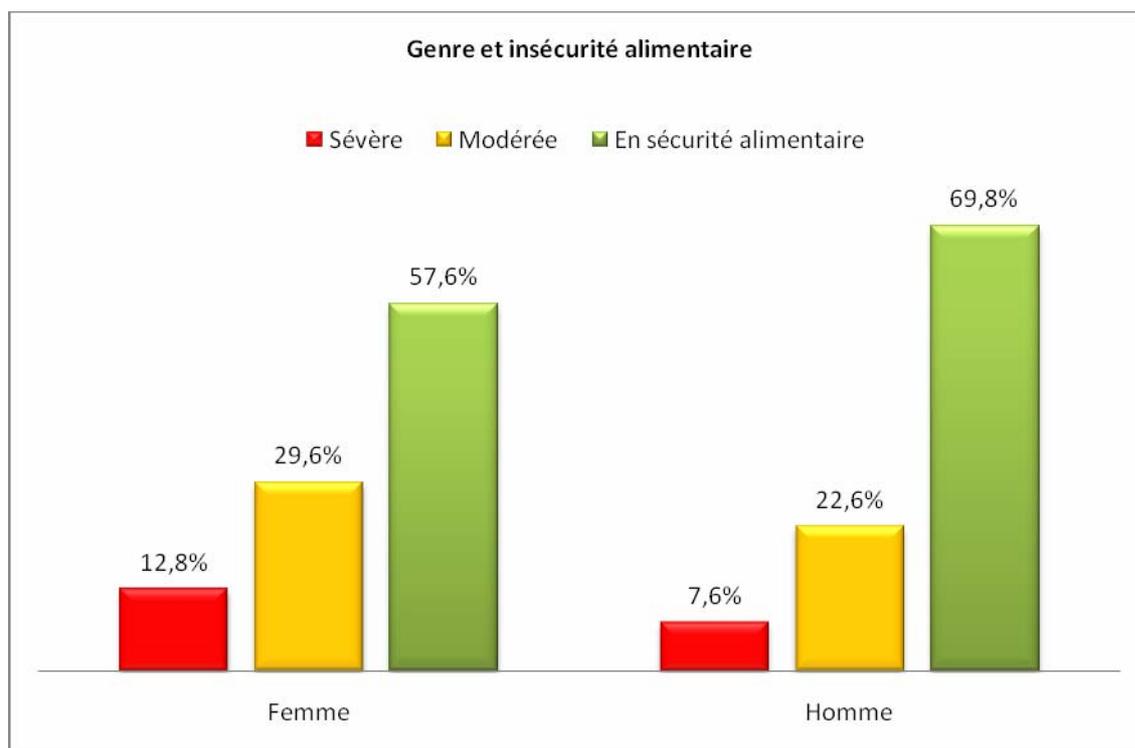
3.3.2 Genre et insécurité alimentaire : les femmes, premières victimes de l'insécurité alimentaire en milieu rural guinéen

L'analyse de la pauvreté selon le genre a révélé des disparités importantes entre hommes et femmes sur plusieurs aspects. Ces disparités concernent l'éducation, l'accès aux services sociaux de base, à la terre, à l'emploi ainsi que des disparités d'ordre culturel. Plus de la moitié (53,3%) des pauvres ruraux sont constitués de femmes. Le document de stratégie de réduction de la pauvreté souligne que les femmes souffrent également d'un désavantage en termes de temps de travail en raison du cumul des activités familiales et professionnelles. Dans le secteur agricole par exemple, les femmes consacraient entre 15 et 17 heures par jour aux activités. Leur travail serait rendu encore plus pénible par le manque des outils adaptés, le faible niveau de transformation des produits alimentaires, l'éloignement des points d'eau et des sources d'approvisionnement en bois de chauffe. Bien qu'elles soient à l'origine de près de 80% de la production vivrière du pays, les femmes ne disposeraient que d'un accès limité au crédit et à la propriété foncière⁸. Ce déséquilibre ne serait pas seulement circonscrit au milieu rural et concernerait aussi le milieu urbain puisqu'elles sont également défavorisées en matière d'emploi. Elles n'occuperaient que 22% des emplois du secteur public et 11% dans le secteur privé informel et occuperaient moins de 10% des postes du gouvernement et de députés.

Dans ce contexte à priori défavorable, les chocs induits par les crises économiques et politiques affectent davantage cette catégorie de la population. Selon les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu rural, l'insécurité alimentaire sévère toucherait 12,8% des ménages dont le chef est une femme contre 7,6% des ménages dont le chef est un homme. De même si l'on considère l'insécurité alimentaire globale (sévère et modérée), plus de 4 ménages sur 10 (42,4%) ayant à leur tête une femme serait en insécurité alimentaire contre moins de 3 ménages sur 10 (30,2%) pour les ménages dirigés par des hommes.

⁸ Source: DSRP

Graphique 2: Genre et insécurité alimentaire



3.3.3 Niveau d'éducation, statut matrimonial et insécurité alimentaire

Le tableau ci-dessous affiche également le profil de l'insécurité alimentaire en milieu rural suivant le niveau d'éducation et le statut matrimonial du chef et appelle également à plusieurs commentaires. D'une manière générale l'éducation occupe une place importante dans la problématique du développement. En effet, plusieurs études socio économiques soulèvent l'importance de l'éducation dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des ménages. Les résultats de l'enquête sur le questionnaire des indicateurs de base du bien-être (QUIBB) conduite en 2002 montraient que le taux de pauvreté était nettement supérieur parmi la catégorie de la population qui n'a aucun niveau d'instruction par rapport aux autres. Le rapport notait qu'environ une personne sur quatre (24,8%) de la population qui n'a aucun niveau d'instruction appartenait au quintile le plus pauvre tandis que cette proportion est de seulement 14% parmi les personnes ayant un niveau supérieur. On peut formuler l'objection selon laquelle le fort taux de chômage qui caractérise la population alphabétisée peut être un obstacle sérieux à l'amélioration de leur bien être mais les expériences ont montré que le niveau de dotation en éducation introduit un différentiel de développement important entre les pays riches et les pays pauvres. Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural guinéen affichent également les mêmes tendances avec des taux d'insécurité alimentaire plus élevés parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction. Le taux d'insécurité alimentaire sévère est 7 fois plus élevé parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction (10,7%) par rapport à ceux dont le chef a un niveau d'instruction supérieur (1,6%).

L'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire suivant également le statut matrimonial du chef de ménage montre une corrélation étroite. Les taux d'insécurité alimentaire étant plus élevés parmi les ménages dont le chef est divorcé ou veuf par rapport aux autres catégories de ménages. En particulier les ménages dont le chef est en union présentent les taux d'insécurité alimentaire les plus faibles. Les taux d'insécurité alimentaire sont environ deux fois plus élevés parmi les ménages divorcés ou veufs par rapport aux ménages dont le chef est marié.

Tableau 3: Insécurité alimentaire suivant les caractéristiques socio démographiques du ménage

Indicateurs sociodémographiques	Modalités	Classes de sécurité alimentaire		
		En insécurité alimentaire sévère	En insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire
		(IAS)	(IAM)	(SA)
Sexe du chef de ménage	Féminin	12,8%	29,6%	57,6%
	Masculin	7,6%	22,6%	69,8%
Age du chef de ménage	Non âgé (< 45 ans)	9,6%	26,8%	63,6%
	Agé (45 ans et +)	7,8%	21,9%	70,3%
Niveau d'éducation du chef de ménage	Aucun	10,7%	26,2%	63,1%
	Primaire/Secondaire	10,1%	23,8%	66,1%
	Coranique	5,3%	20,5%	74,2%
	Supérieur/Professionnel	1,6%	24,6%	73,8%
Statut matrimonial du chef de ménage	Divorcée(e)	17,6%	35,3%	47,1%
	Veuf/Veuve	15,6%	26,3%	58,1%
	Célibataire	12,6%	21,8%	65,6%
	Marié(e)	7,5%	23,3%	69,2%
Ensemble		8,4%	23,7%	67,9%

3.3.4 Dépenses de ménages, pauvreté et insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres...

Le tableau ci-dessous affiche les taux d'insécurité alimentaire suivant les quintiles de dépenses et appelle à plusieurs commentaires. On note que les taux d'insécurité alimentaire sévère ou modérée sont plus élevés parmi les ménages du premier et du deuxième quintile c'est-à-dire cumulativement les 40% des ménages les plus pauvres. Le taux d'insécurité alimentaire sévère est de 6 à 3 fois plus élevé parmi les ménages du premier quintile et du deuxième quintile par rapport aux ménages du dernier quintile c'est-à-dire les 20% les plus riches.

La pauvreté limite considérablement la capacité d'accès de nombreux ménages à la nourriture dont la production agricole essentiellement de subsistance ne suffit pas pour couvrir leurs besoins alimentaires

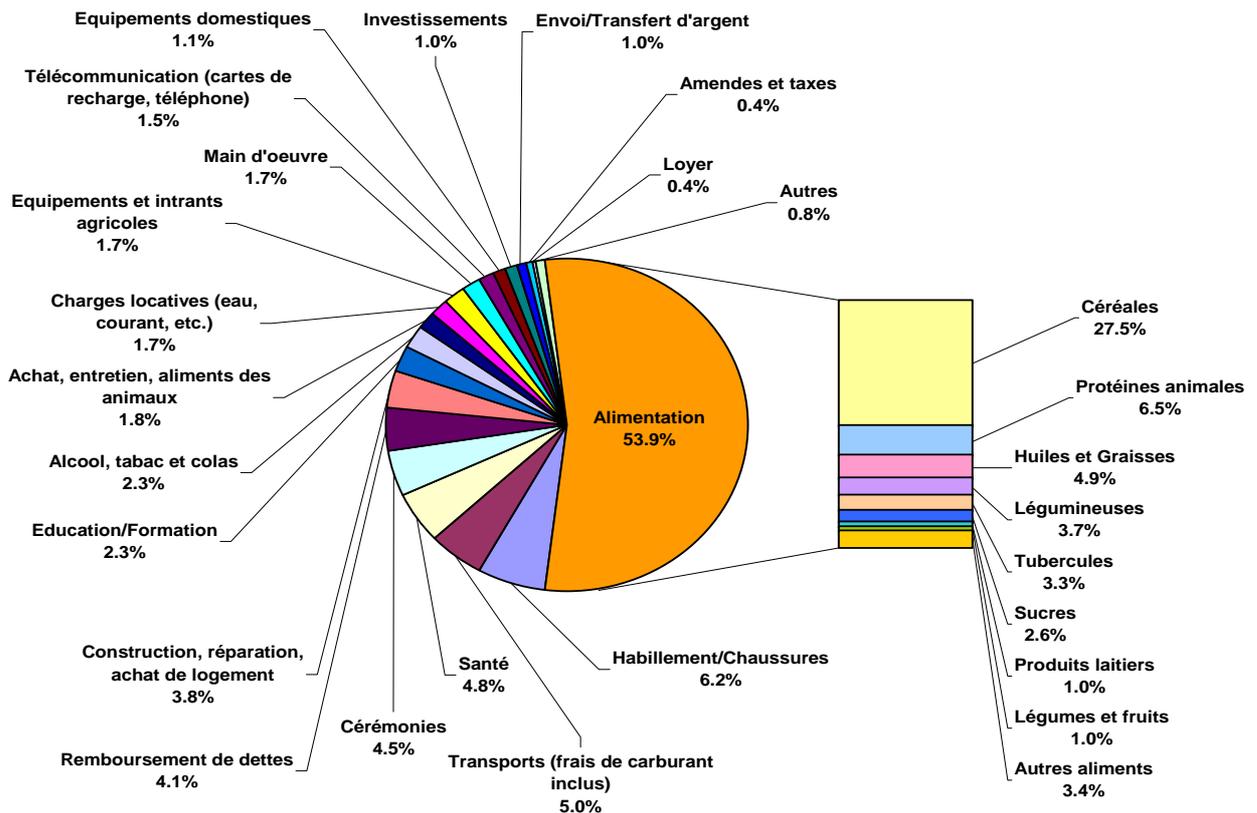
sur toute l'année. La forte dépendance des marchés pour leur alimentation pendant une période relativement longue de l'année dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires de base accroît leur vulnérabilité et leur insécurité alimentaire.

L'analyse du ratio part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales montre que d'une manière générale plus de la moitié du budget des foyers ruraux en guinée (53,9%) est consacrée à l'alimentation. Les dépenses alimentaires sont elles mêmes dominées comme le montre le graphique n°3 ci-dessous par celles des céréales qui représentent 51% des dépenses alimentaires soit 27,5% des dépenses globales. Les protéines animales ne représenteraient que 6,5% des dépenses totales des ménages. Un tel schéma de consommation axé principalement sur les dépenses alimentaires de survie reflète le fort niveau de pauvreté qui caractérise les ménages ruraux guinéens.

L'examen de la distribution de ce ratio suivant le niveau d'insécurité alimentaire et les quintiles de dépenses suggère que les ménages les moins pauvres et en sécurité alimentaire dépendent encore davantage plus des marchés pour leur alimentation. En effet les ménages en sécurité alimentaire consacrent 55,5% de leur budget à l'achat de nourriture contre 47,8% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et 51,6% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée. De même les 20% des ménages les plus nantis consacrent 54,8% de leurs dépenses à l'alimentation contre 50% pour les 20% de ménages les plus pauvres. Ces différences sont surtout liées au fait que la part des aliments consommés qui proviennent de la propre production ou des aides/ dons est beaucoup plus élevée pour les ménages les plus pauvres ou en insécurité alimentaire puisque 32% des aliments qu'ils consomment proviennent de leur propre production et 5% des aides et dons tandis que ces proportions sont de 26% et de 2% respectivement pour les ménages en sécurité alimentaire. Ces résultats d'ensemble peuvent cependant cacher des disparités importantes selon les groupes de moyens de subsistance.

Tableau 4 : Pauvreté et insécurité alimentaire

Quintiles des dépenses	Classes de sécurité alimentaire		
	En insécurité alimentaire severe	En insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire
Plus faibles	16,9%	31,9%	51,2%
Faibles	9,2%	29,3%	61,5%
Moyennes	7,5%	24,0%	68,5%
Elevées	5,3%	18,7%	76,0%
Plus élevées	3,0%	14,5%	82,5%
National	8,4%	23,7%	67,9%



Graphique 3: Répartition des dépenses alimentaires des ménages

3.3.5 Moyens de subsistance des ménages et insécurité alimentaire

Selon les normes Sphères, « les moyens de subsistance se composent des capacités, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requis pour se donner les moyens de gagner sa vie de façon qui soit propice à la survie et au bien-être futur ». Analyser les moyens de subsistance des ménages revêt donc une importance particulière à la fois dans le ciblage opérationnel des ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire mais également dans la formulation des politiques de développement de long terme. L'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée a collecté des données qui permettent de faire une telle analyse même si le fait qu'elle soit basée sur des données liées au revenu peut comporter un certain nombre de limites. La méthodologie est basée sur une analyse multidimensionnelle des contributions en pourcentage des quatre principales sources de revenu des ménages au revenu global suivie d'une classification en groupes homogènes de ménages.

Comme l'affichent les résultats de cette analyse dans le tableau ci-dessous, la structure des sources de revenu des ménages ruraux guinéens est dominée par les revenus agricoles. Plus d'un ménage sur quatre (43,2%) dépendent de la vente des produits agricoles pour leur survie. Outre le fait que le niveau de ces revenus soit très faible (en moyenne 85.000 FG par tête et par mois), la forte dépendance de la pluviométrie et le manque de modernisation de la production agricole ont rendu ces revenus très instables et sujets à de fortes variations. Les activités de petit commerce constituent la seconde source de revenu des ménages ruraux en Guinée loin derrière la vente de produits agricoles puisque la

proportion ne représente que 11,6% des ménages. Cependant si l'on considère le revenu moyen issu de l'exercice de cette activité par ménage, il est deux fois plus élevé (202.807 FG par tête et par mois) que celui des ménages ayant comme principale source de revenu la vente de produits agricoles. La vente de bétail et de produits d'élevage ne constitue la principale source de revenu que pour 8,3% des ménages et procure en moyenne 80.000 FG par tête et par mois.

Tableau 5: Insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance

Groupes de moyens de subsistance	Répartition en %	Insécurité alimentaire (en %)			Total
		Sévère	Modérée	En sécurité alimentaire	
Vente de produits agricoles	43,2	9,4	25,5	65,1	100
Petit commerce	11,6	6,4	18,0	75,6	100
Vente de bétail ou de produits d'élevage	8,3	3,9	18,7	77,3	100
Artisanat/Petit métier	6,8	6,3	24,6	69,1	100
Vente de produits de la chasse/cueillette	6,2	10,4	23,9	65,7	100
Transfert d'argent	6,0	10,0	23,6	66,4	100
Travail journalier	4,4	11,7	36,6	51,8	100
Vente de produits miniers	3,8	5,0	27,3	67,8	100
Salarié, fonctionnaire/retraité et contractuel	3,5	7,4	26,6	65,9	100
Autre	3,4	17,5	16,4	66,1	100
Vente de produits de la pêche	1,7	0,0	3,3	96,7	100
Commerce/Entrepreneur	1,1	4,8	22,8	72,4	100
Total	100	8,4	23,7	67,9	100

L'ampleur de l'insécurité alimentaire sévère est beaucoup plus marquée parmi les ménages sans activité spécifique (17,5% des ménages), les travailleurs journaliers (11,7%), ceux dépendant de la vente de produits de chasse et cueillette (10,4% des ménages). La précarité des sources de revenu affaiblit la capacité des ménages à se procurer de la nourriture et à faire face aux autres besoins de base comme l'éducation et la santé. Il ressort également que les ménages dépendants du transfert d'argent enregistrent un taux d'insécurité alimentaire sévère élevé (10%). Ce qui peut paraître à première vue paradoxale en raison du rôle important démontré des transferts d'argent dans l'atténuation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les pays africains. Plusieurs nuances peuvent être apportées pour expliquer cette configuration particulière des résultats en milieu rural guinéen. En premier lieu, les données collectées montrent qu'il s'agit essentiellement d'une migration interne, la première destination étant Conakry (23% des destinations) suivie des pays voisins et étrangers (22%). En second lieu la forte dépendance de ces ménages des transferts essentiellement consacrés aux dépenses de premières nécessités les expose à la forte volatilité des revenus des migrants dans un contexte de crise économique et financière internationales. Les estimations de la Banque Mondiale montrent que le volume des transferts des migrants devrait chuter de 5% à 8% en 2009 sur le plan mondial.

3.3.6 Chocs et stratégies des ménages

La hausse des prix des denrées alimentaires constitue le principal choc qui a affecté les ménages (16,1%) au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête. Il est suivi par la maladie ou l'accident d'un membre de la famille (15,3% des ménages) et les pluies tardives/sécheresse (7% des ménages). L'examen de la distribution géographique de ces chocs montre que les régions les plus affectées par la hausse des prix sont celles de Boké, Kindia, Mamou et Labé qui comptent parmi les régions les plus urbanisées du pays. La distribution montre que globalement la Basse Guinée et la Moyenne Guinée sont les plus affectées par la hausse des prix suivies par la Haute Guinée et la Guinée Forestière. Cette distribution semble respecter la configuration du système de production du pays. Les zones de grande production agricole telles que la Guinée Forestière et la Haute Guinée semblent être moins vulnérables à la hausse des prix.

Prévalence du SIDA en Guinée par région administrative (étude de 2005)

Boké : 1,2%
Labé : 1,8%
Kindia : 0,9%
Mamou : 0,7%
Faranah : 1,6%
Kankan : 1,2%
Nzérékoré : 1,7%
Conakry : 2,1%
Guinée : 1,5%

En revanche, si l'on considère les chocs liés à la maladie ou à l'invalidité d'un membre du ménage suite à un accident, on observe une fréquence d'occurrence plus élevée en Guinée Forestière et en Haute Guinée. Près d'un ménage sur trois sont affectés par ce choc à N'Zérékoré (32,5%), 26% des ménages à Kankan et 24,6% des ménages à Faranah. Ces régions constituent également celles dans lesquelles les taux de prévalence du VIH SIDA sont les plus élevés comme le montre le tableau ci-contre après Conakry et Labé.

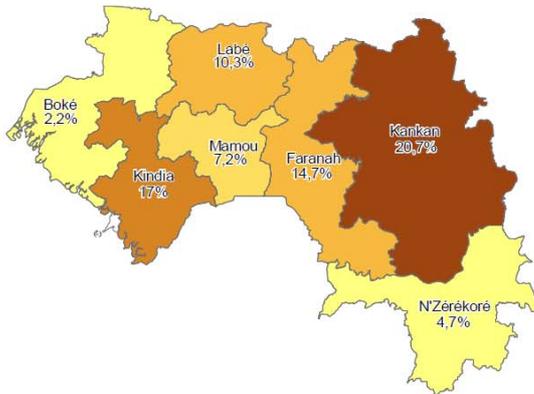
Source : Banque Mondiale

Les inondations toucheraient beaucoup plus les régions de Faranah et de Kankan tandis que les chocs liés à la sécheresse concerneraient plutôt davantage les régions de Kankan et de Kindia.

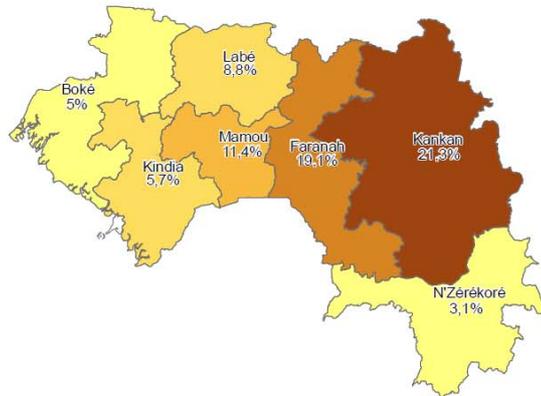
Pour environ 97% des ménages affectés par des chocs, leur capacité à produire ou à acheter de la nourriture a été très affectée. Plus d'un ménage sur quatre ont déclaré qu'ils n'ont pas pu se relever de ces chocs, 66,1% ont déclaré s'être partiellement remis et seulement 8,1% ont déclaré s'être remis totalement. Pour répondre à ces difficultés alimentaires, la stratégie la plus développée par les ménages a été l'emprunt (16%), la consommation des aliments moins préférés car moins chers (12,8%) et la réduction des quantités consommées lors des repas (8,1%).

CHOCS

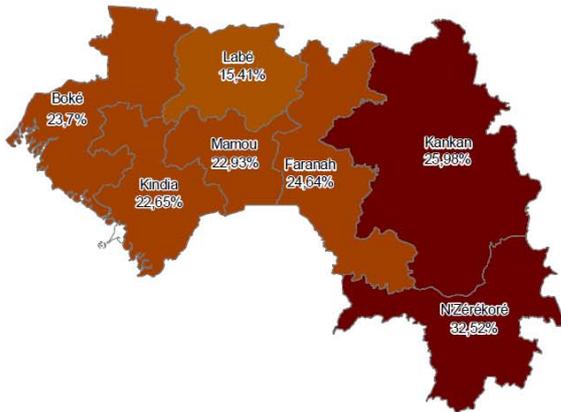
Pluies tardives/sécheresse



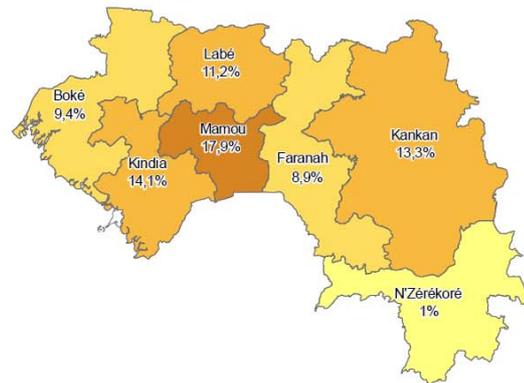
Pluies diluviennes/inondations



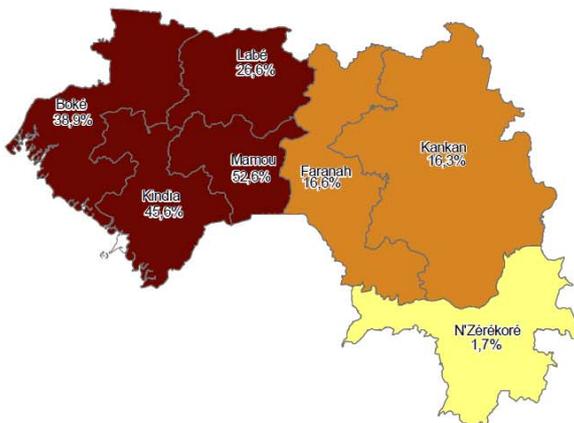
Maladie sérieuse ou accident d'un membre du ménage



Revenu réduit d'un membre du ménage

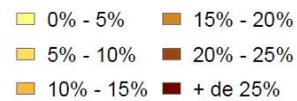


Augmentation du prix d'achat des produits alimentaires



Pourcentage des ménages affectés par les chocs subis

Source des données : ENSA Guinée 2009



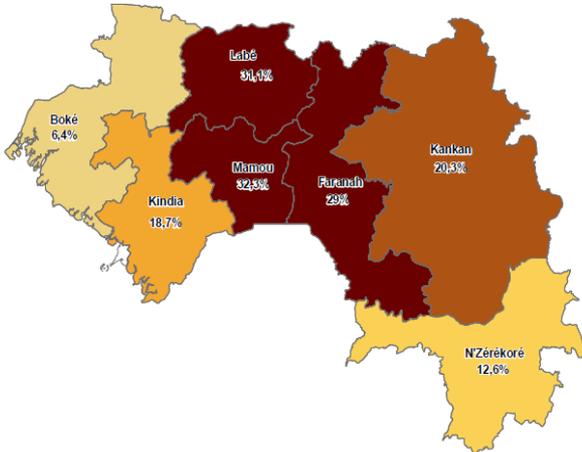
0 100 200 km
Geographic Coordinates - WGS84

The names and boundaries on this map do not imply acceptance or recognition by the World Food Programme or by the United Nations. Facts and figures in this map are to the best of our knowledge accurate and up to date at the time of writing but subject to change at any time. The World Food Programme makes no warranty or representation as to the reliability or accuracy of the data contained herein. This map is for planning purposes only. © United Nations World Food Programme 2008. All rights reserved. Spheroid WGS 1984.

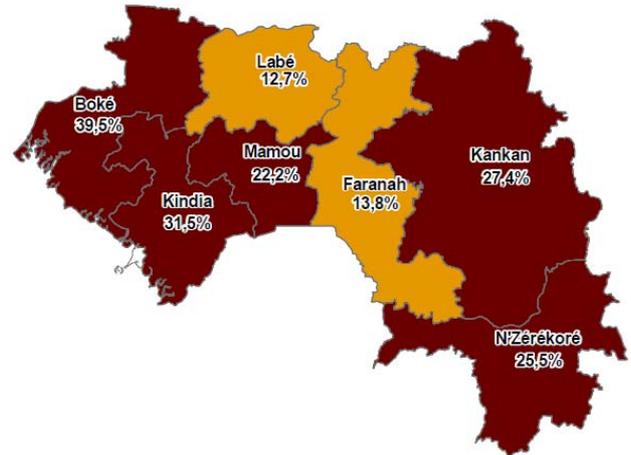
Contact : MameAbdoulaye.Sarr@wfp.org

STRATEGIES

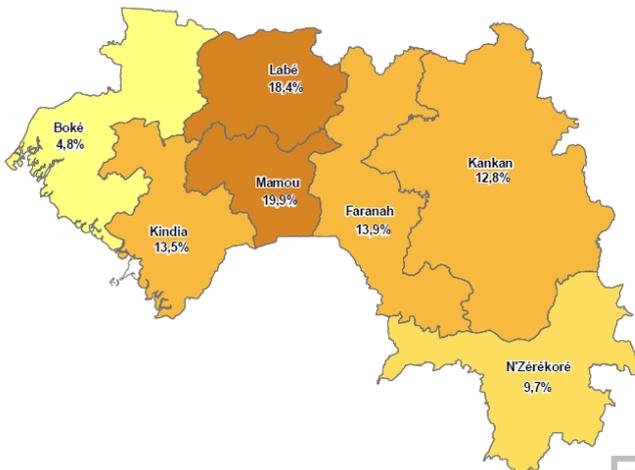
Consommer des aliments moins coûteux ou moins préférés



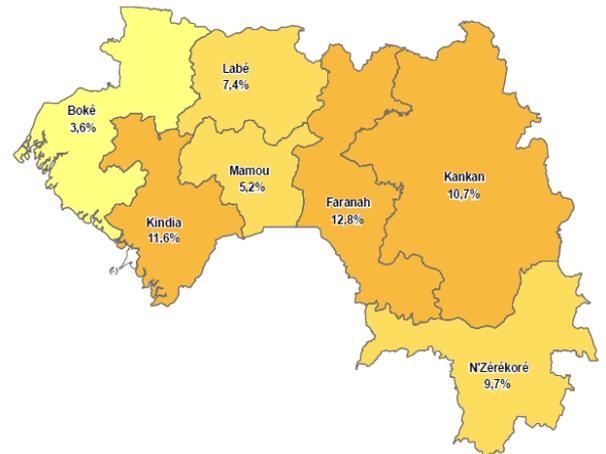
Emprunter de l'argent



Réduire la quantité d'aliments consommés par repas



Réduire le nombre de repas journaliers



Pourcentage de ménages par principales initiatives adoptées

Source des données : ENSA Guinée 2009

- | | |
|---------|---------|
| 0 - 5 | 15 - 20 |
| 5 - 10 | 20 - 25 |
| 10 - 15 | + de 25 |



0 100 200
km

Geographic Coordinates - WGS84

The names and boundaries on this map do not imply acceptance or recognition by the World Food Programme or by the United Nations. Facts and figures in this map are to the best of our knowledge accurate and up to date at the time of writing but subject to change at any time. The World Food Programme makes no warranty or representation as to the reliability or accuracy of the data contained herein. This map is for planning purposes only. © United Nations World Food Programme 2008. All rights reserved. Spheroid WGS 1984.

Contact : MameAbdoulaye.Sarr@wfp.org

3.4 Les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire en milieu rural guinéen

A l'instar de la plupart de pays de la sous région, les causes de l'insécurité alimentaire sont multiples et multidimensionnelles et peuvent être déclinées en deux composantes.

3.4.1 Les causes structurelles

- *La pauvreté*
- *La non modernisation du secteur agricole*
- *Le faible niveau des transformations des produits agricoles*
- *Le manque ou l'insuffisance des infrastructures agricoles et routières*
- *L'analphabétisme et les pesanteurs socio culturelles*
- *L'essor du secteur minier au détriment du secteur vivrier*
- *La mal gouvernance*
- *La forte dépendance des importations*
- *L'instabilité politique*

La dégradation des conditions de vie des ménages au cours de ces dernières années en Guinée résulte d'un certain nombre de facteurs défavorables dont la mal gouvernance, la structure de l'économie à dominance agricole et le manque d'investissements suffisants dans ce secteur. En général, le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois et de revenus aux populations rurales. Il représente environ 80% de la population active mais génère 20% seulement du produit intérieur brut. Malheureusement, au-delà des contraintes agro-climatiques, ce secteur connaît des rigidités structurelles qui freinent sa modernisation. Le très fort taux d'analphabétisme qui caractérise la population (65,5%) constitue une contrainte majeure qui contribue à pérenniser l'emprise des pratiques ancestrales avec un accès limité des femmes à la terre qui pourtant constituent la grande majorité de la main d'œuvre agricole.

Les exploitations agricoles sont de très petite taille (2 ha en moyenne) et seulement un quart des terres cultivables sont mises en valeur. Le secteur agricole a constamment régressé passant de 90% avant l'indépendance, 62% en 1971, 46% en 1988 pour tomber entre 20% aujourd'hui. En même temps sa part dans les exportations a suivi les mêmes tendances et de 90% en 1958, elle est tombée à environ 10% de nos jours. En outre le manque et l'insuffisance des infrastructures de base telles que les routes et les ponts constitue un handicap aux cultures vivrières et d'exportation. Par exemple il arrive que la production d'oignon et de tomate se détériore sur place alors qu'à Conakry on en importe. Ce désengagement vis-à-vis du monde rural a eu pour conséquence une augmentation de l'exode rural avec un nombre de plus en plus croissant de pauvres en milieu urbain où l'accès aux services sociaux de base est en inadéquation avec les besoins sans cesse grandissants.

L'une des causes de ce déclin tient essentiellement à l'essor du secteur minier : la bauxite en particulier. La Guinée est surnommée scandale géologique à cause des multiples ressources minières dont regorge son sous sol. Cependant, force est de constater l'inadéquation entre les fortes potentialités et la situation économique général du pays. D'après la Banque Mondiale, le secteur minier représente 85% des exportations soit 625 millions de dollars EU en 2003 et 17% des taxes perçues par l'Etat, soit 171 millions de dollars EU en 2004. La Guinée détient près de la moitié des ressources bauxitiques mondiales avec quelques 12 milliards de tonnes. Elle a exporté 14 millions de tonnes en 2003 et

dispose d'une raffinerie d'alumine. La valeur de la bauxite et de l'alumine exportée en 2003 était de 437,4 millions de dollars EU. Le pays produit également l'or et le diamant et le secteur minier contribuerait pour plus de dix mille emplois permanents et beaucoup d'emplois indirects. Le secteur minier constitue la principale source des investissements directs en Guinée. En réalité l'essor du secteur minier n'a pas joué son rôle catalytique attendu en matière d'amélioration des infrastructures de base et de création de pôle de développement. Sa contribution est largement restée en deçà de ce qu'elle aurait pu être si le secteur avait bénéficié d'un meilleur climat des affaires et d'une meilleure gouvernance. En conséquence son rôle dans la réduction de la pauvreté a été très limité.

3.4.2 Les causes conjoncturelles

- *Les épisodes de soulèvements populaires et de mutineries militaires ;*
- *La hausse des prix des denrées alimentaires ;*
- *La dévaluation continue du franc guinéen rendant les importations alimentaires plus chères ;*
- *La crise économique et financière mondiale ;*
- *L'inflation et la baisse du pouvoir d'achat*

En plus des causes structurelles mentionnées ci-dessus, d'autres causes conjoncturelles s'y sont ajoutées constituant ainsi des facteurs aggravants qui ont précipité une bonne partie de la population dans l'extrême pauvreté, le dénuement et l'insécurité alimentaire. Les chocs induits par les épisodes de soulèvements populaires et de mutineries militaires ne favorisent pas un climat social apaisé pour attirer les investissements.

La hausse des prix des denrées alimentaires a encore précarisé davantage la situation des ménages en particulier les plus pauvres et les plus dépendants du marché pour leur alimentation. Elle figure à juste titre parmi les chocs les plus importants mentionnés par les ménages au cours des 12 derniers mois.

Cette situation est aggravée par la dévaluation quasi quotidienne du franc guinéen au moment où le pays doit importer des produits alimentaires et notamment le riz pour combler le déficit de production dans un contexte d'augmentation des prix sur le marché mondial pour cause de déséquilibre entre l'offre et la demande. A titre illustratif, entre septembre 2006 et septembre 2009, le franc guinéen a perdu environ 15% de sa valeur.

De plus la crise économique et financière mondiale a réduit les opportunités d'emplois pour les travailleurs migrants et on craint des répercussions sur les revenus des ménages fortement dépendants de ces transferts d'argent.

3.4.3 Facteurs de risque au niveau des ménages

L'analyse de régression multi variables effectuée au niveau des ménages révèlent que certaines caractéristiques socio économiques du ménage sont associées à des risques d'insécurité alimentaire plus élevés. Ainsi par exemple les résultats de l'analyse montrent que le risque d'insécurité alimentaire est plus élevé chez les ménages de petite taille que ceux de grande taille. On peut y voir une opportunité pour les ménages de générer plus de revenu car disposant d'une force de travail plus importante. L'analyse confirme également statistiquement que l'insécurité alimentaire touche d'abord les ménages les plus pauvres puisque l'augmentation des dépenses par tête est associée à un score de consommation plus élevé. De même les ménages dont le chef est une femme ou plus jeune (moins de 45 ans) tendent à avoir un niveau de consommation plus faible.

La localisation géographique constitue également un autre facteur de risque d'insécurité alimentaire important. Le risque étant plus élevé pour les ménages de la région de N'Zérékoré et de Labé par rapport aux autres régions. Un autre déterminant important de la sécurité alimentaire des ménages est l'endettement, les ménages endettés ont un risque plus élevé d'être en insécurité alimentaire. En réalité il s'agit d'un cercle vicieux. En consacrant une partie importante de leur revenu au remboursement de la dette, les ménages n'ont plus les ressources nécessaires pour acquérir leur nourriture et faire face aux autres besoins vitaux. Plus grave, ces dettes sont souvent contractées à des taux usuriers très élevés avec des conditions de remboursement très défavorables. Comme résultat bon nombre de petits agriculteurs pauvres sont obligés de brader une partie importante de leurs récoltes pour faire face à des échéanciers de paiement et se retrouvent aussitôt dans une situation de précarité où ils doivent s'endetter à nouveau.

Finalement on note également des différences de consommation significatives selon les groupes de moyens de subsistance. Certains groupes de moyens de subsistance comme ceux dépendants de la vente des produits de chasse et cueillette, les travailleurs journaliers, les ménages dépendants des transferts d'argent ou encore ceux sans activité spécifique tendent à présenter des niveaux de risque d'insécurité alimentaire beaucoup plus élevés.

4 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'insécurité alimentaire en milieu rural guinéen est la résultante de plusieurs facteurs tant structurels que conjoncturels. De ce fait les réponses doivent répondre à la fois aux besoins immédiats mais également avoir une vision tournée vers le long terme. L'analyse de la réponse doit tenir compte des spécificités de chaque région et de chaque groupe de moyens de subsistance et le tout articulé autour d'une vision de long terme. Cet exercice demande des consultations au niveau national avec une forte implication des collectivités de développement local sur la base des axes stratégiques développés dans le document stratégique de réduction de la pauvreté. Le but de cette session est de fournir quelques pistes de réponse sur la base de l'analyse des résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural guinéen.

4.1 Dans le court terme : répondre à l'insécurité alimentaire conjoncturelle

Même s'il est difficile d'opérer une distinction entre les personnes affectées par une insécurité alimentaire conjoncturelle de celles qui souffrent de la faim chronique dans un contexte de pauvreté massive et chronique, la situation alimentaire telle que exposée en Guinée exige qu'une telle segmentation soit opérée pour tenir compte de la problématique du moment. Elle permettra d'adapter les outils de réponse à chaque catégorie de la population.

Généralement les ménages pauvres chroniques affectés par les chocs conjoncturels tels que la hausse des prix des denrées de premières nécessités ont des capacités de résilience et de recouvrement si faibles et si érodées qu'ils ont besoin d'une assistance alimentaire à court terme pour préserver leur capital et leur bien-être. Les enfants de ces ménages sont généralement les premières victimes de cette précarité alimentaire et de ce fait les interventions nutritionnelles en leur faveur sont nécessaires et souhaitables. S'agissant des ménages qui ont basculé dans la précarité alimentaire à cause des chocs conjoncturels, l'assistance peut prendre la forme d'un transfert d'argent sous forme de cash ou de voucher pour leur permettre d'acquérir le complément alimentaire nécessaire pour assurer leur redressement. Ces formes d'intervention sont très utiles dans le cas où les conditions de marché le permettent et sont adaptables selon le cas aussi bien en milieu urbain que rural. Les cantines scolaires

constituent également une gamme de filets sociaux de sécurité qu'on peut utiliser pour répondre dans le court terme à l'insécurité alimentaire avec des retombées positives favorisant le développement de long terme. Augmenter le nombre de bénéficiaires des cantines scolaires dans les zones à fort taux d'insécurité alimentaire peut permettre d'améliorer l'état nutritionnel des enfants et de diminuer le risque lié à la malnutrition. Dans certains cas, une combinaison de ces différents outils d'intervention peut également s'avérer efficace dans la réponse.

4.2 Dans le long terme : accroître la production agricole et lutter contre la pauvreté

Vue l'importance du secteur agricole à la fois en termes du nombre d'emplois (80% de la population et 54% des personnes actives) et de la contribution à la formation de la richesse nationale (20%), il est évident que son développement est un moteur de croissance par excellence pour réduire la pauvreté notamment pour les groupes les plus fragiles comme les femmes et les jeunes. Le document stratégique de réduction de la pauvreté souligne à juste titre que la promotion des exploitations familiales (il en existe 854 454) constitue un axe central de transformation de l'économie agricole tant en termes d'emplois, de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles et de lutte contre la pauvreté, que de cohésion sociale et d'équité. Le défi majeur à relever reste celui de transformer l'agriculture de subsistance en agriculture moderne productive et compétitive sur le marché. Pour atteindre ces objectifs, trois objectifs stratégiques sont définis dans le DSRP à savoir i) poursuivre la politique de sécurité alimentaire ; ii) accroître les revenus agricoles avec les opportunités économiques et l'accès aux marchés, et iii) développer des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements.